

UN COMMUNISTE A MALATESTA SUR LA PRATIQUE DE LA LIBERTÉ...

Fede! - 25 novembre 1923

«Je m'adresse aux anarchistes et particulièrement à ce cher Malatesta que j'ose appeler compagnon - et je leur promets, à lui et aux autres, de ne pas les définir comme des «exaltés» ou des «aventuriers de la Révolution», dans la mesure où tout communiste de bon sens sait que l'anarchisme ne fait pas de politique et donc répudie... l'aventure et que Anarchie, cela veut dire conception parfaite de la Liberté (avec L majuscule) et donc sublime sommet de l'humanité.

Tout cela, nous le savons pertinemment, et nous le disons, et le compagnon Malatesta n'avait pas à s'indigner de ces qualificatifs qui ne qualifient rien et qui ne sont jamais que des auto-définitions de ceux qui les brandissent. Tout ce qu'ils méritent, c'est qu'on se répète mentalement le fameux: «Ne te soucie pas d'eux: regarde et passe ton chemin».

Et maintenant, discutons.

«Mais au même titre ou pire que tous les autres autoritaires, les communistes étatistes sont incapables de concevoir la liberté et de respecter chez les êtres humains la dignité qu'ils veulent ou devraient vouloir qu'on respecte en eux».

C'est un passage de l'article de Malatesta qui répond à mon compagnon F.

Quant à moi, je réponds: Le problème, c'est le droit à la révolution. La liberté, cette Liberté (avec L majuscule) à laquelle j'ai eu l'occasion de faire allusion il y a peu, ce n'est pas une idée à mettre comme ça, tout d'un coup, en circulation.

«L'opprimé a toujours pleinement le droit de se révolter sans attendre qu'on lui tire dessus» et, comme tu le sais, «la meilleure défense, c'est l'attaque». Bien; mais alors, est-ce que oui ou non, le «brave peuple anonyme», ex-opprimé, a le droit de défendre la révolution après tout ce qu'il a déjà fait: s'être lancé à l'attaque, avoir essuyé des coups de fusil, avoir abattu la force armée d'un gouvernement, quel qu'il soit, avoir soutenu cette terrible lutte et avoir remporté une difficile victoire?

J'ai là sous la main ce qu'a dit Carlo Pisacane: «La Révolution est toujours une lutte des opprimés contre une classe d'opresseurs. Et la Révolution est faite quand les institutions, les intérêts changent».

Est-ce que tu ne crois pas, est-ce que vous ne croyez pas, compagnons anarchistes, que la révolution communiste a un tant soit peu changé les institutions et les intérêts?

Par ailleurs, après la terrible tempête qui a rendu impossible le retour à l'état de choses qui l'a provoquée, ne vous semble-t-il pas humain et indispensable d'enlever leur liberté aux maîtres d'«hier» pour les empêcher de réorganiser la réaction contre la révolution?

La liberté... la liberté; mais si, pour nous aussi la liberté veut bien dire ce qu'elle veut dire. Moi qui ne suis pas anarchiste, je voudrais avoir aussi le «tempo» anarchiste. Mais pour ce tempo-là, il faudra encore un certain temps.

Il en est toujours ainsi. D'une «ère» à l'autre. Depuis que l'homme ne ressemble plus à tous les animaux. Le chemin est toujours plus ascendant: parfois on «marque le pas» puis on dépasse ce phénomène transitoire et on accomplit plus résolument un pas en avant, en ayant l'habileté de consolider le terrain conquis: on donne donc la liberté à petites doses, jusqu'à ce que cette Humanité qui a conquis son droit humain en soit pleinement consciente. On évitera ainsi les dommages que pourrait causer cette partie de la masse qui n'est pas au degré d'évolution atteint et qui pourrait, dans son inconscience, rendre vie à des régimes dépassés.

D'où, cher compagnon Malatesta, liberté à petites doses (ce qui est certainement une méthode moins outrageante que celle que les gouvernements bourgeois pratiquent) jusqu'à ce que le peuple soit assez éduqué pour réaliser cette espérance delà conscience qui se traduit

par «ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent».

Pour conclure: les lendemains d'aujourd'hui, c'est le Communisme! Communisme: unification des peuples, abolition des frontières, droits égaux pour toute l'espèce humaine.

Le Communisme avec toutes les restrictions - nécessaires - de la liberté, le Communisme dont les durs actes de domination mènent à la liberté et à l'élévation.

Le Communisme qui est l'ultime étape sur le chemin de l'Humanité souffrante; et ensuite... l'Anarchie».

Palerme, octobre - Gioacchino BUSCEMI.

Ce brave Buscemi dit en substance qu'après avoir fait la révolution - la révolution émancipatrice, s'entend, et pas seulement un changement d'opresseur - il faut encore la défendre contre les possibles tentatives de réaction.

Qui donc pourrait dire le contraire?

Mais la question porte sur le comment: comment peut-on défendre la révolution.

La révolution que nous voulons, nous, consiste à enlever le pouvoir et la richesse à ceux qui les détiennent actuellement et à mettre la terre, les instruments de travail et tous les biens existants à la disposition des travailleurs, c'est-à-dire de tous, parce que tous doivent devenir des travailleurs s'ils ne le sont pas. Et cette révolution, les révolutionnaires doivent la défendre en veillant à ce que personne - que ce soit un individu, un parti ou une classe - ne puisse trouver les moyens de constituer un gouvernement et de rétablir le privilège en faveur des nouveaux ou des anciens patrons.

Buscemi, lui, veut au contraire assurer la défense de la révolution en donnant à certains le pouvoir de limiter la liberté des autres: il ne voit pas que ce serait la mort de la révolution elle-même parce que celui qui est au pouvoir veut y rester et a besoin pour ce faire de créer, par des faveurs et des privilèges, une classe intéressée à son maintien au pouvoir; et il doit aussi étouffer par la force toute opposition dangereuse.

Sur ce terrain, il n'y a vraiment pas moyen de nous entendre.

En vérité, je crois que Buscemi s'imagine que la population est nettement divisée en élus, en réprouvés et en... neutres, c'est-à-dire en révolutionnaires auxquels il laisserait volontiers une liberté totale, en réactionnaires auxquels il ferait sentir une main de fer et en «inconscients» à qui il administrerait la liberté au compte-gouttes. Et, bien sûr, tout irait à merveille, d'après lui, si le pouvoir était aux mains de ceux que lui estime révolutionnaires.

Mais tout n'est pas aussi simple.

Quels sont les vrais révolutionnaires? Combien sont opposés aux privilèges parce que ce ne sont pas eux qui les ont, combien sont donc tout prêts à renier la révolution s'ils peuvent agripper quelques privilèges au passage?

Tout homme se mêlant de la chose publique trouve en face de lui des gens qui estiment qu'il est révolutionnaire et d'autres qui voient en lui un «contre-révolutionnaire». Et tout homme «conscient» considère comme des «inconscients» tous ceux qui ne pensent pas comme lui, même s'ils ne sont pas des adversaires actifs. Par exemple: Lénine est pour moi un contre-révolutionnaire; pour lui, sans aucun doute, le contre-révolutionnaire, c'est moi. Nous jugeons inconscients la masse des catholiques; les catholiques voient en nous des suppôts du diable.

Alors?

Une fois le pouvoir actuel abattu - pouvoir politique et pouvoir économique - faudra-t-il donc que nous cherchions à nous entre-tuer ou à nous emprisonner les uns les autres?

Ne serait-il pas plus pratique de respecter la liberté de tous et de nous opposer tous ensemble à quiconque voudrait violer la liberté d'autrui? - et je dis pratique, mais je n'oublie pas l'aspect moral de la question qui est en définitive le plus important.

Buscemi voudrait donner la liberté «à *petites doses*», comme pour le petit coup de gnôle du matin. Mais il ne s'est pas demandé qui offrira ce petit coup de gnôle. Benito Mussolini - béni soit-il! - qui en ce moment fait notre bonheur à tous? Certainement pas; il est désormais trop compromis et quand il tombera, il tombera tout entier et pour toujours. Mais des Mussolini, il y en a des centaines et des milliers qui sont prêts à prendre tous les masques possibles et imaginables pour satisfaire leurs instincts de domination, quand ce n'est pas leurs basses jouissances matérielles. Et sur quel critère choisir?

Et puis qui choisirait? Faudrait-il accepter la domination du premier qui réussirait à s'emparer du pouvoir et lui fournir les moyens de consolider son pouvoir et de réduire à l'impuissance tous les récalcitrants?

Non! Pour défendre, pour sauver la révolution, il n'y a qu'un moyen: faire la révolution jusqu'au bout.

Tant que quelqu'un pourra obliger quelqu'un d'autre à travailler pour lui, tant que quelqu'un pourra violer la liberté d'autrui en le prenant à la gorge ou en le tenant par le ventre, la révolution ne sera pas finie, nous serons encore en état de légitime défense et contre la violence qui opprime, nous opposerons la violence qui libère.

Vous craignez que les bourgeois dépossédés n'enrôlent les inconscients pour restaurer l'ordre abattu? Dépossédez-les réellement et vous verrez que, sans argent, ils n'enrôleront personne.

Vous craignez la réaction militaire? Armez toute la population, mettez-la réellement en possession de tous les biens de façon à ce que chacun ait à défendre sa propre liberté et les moyens qui peuvent assurer son bien-être et vous verrez si des généraux en mal d'aventure trouveront des gens pour les suivre. Et si un peuple armé, en possession de la terre, des usines, de toutes les richesses, était incapable de se défendre et se laissait de nouveau soumettre au joug, alors cela voudrait dire que ce peuple est encore incapable de liberté. La révolution aurait échoué et il faudrait recommencer le travail d'éducation et de préparation pour en faire une autre qui, parce qu'elle tirerait profit des graines semées par la première, aurait de plus grandes chances de succès.

Ce n'est pas en nous mettant nous-mêmes à la place des oppresseurs renversés qu'on peut remédier à l'éventuelle incapacité du peuple. La seule école de la liberté, c'est la liberté ou la lutte pour la liberté.

Mais, me direz-vous, pour déclencher et mener à terme une révolution, il faut une force armée et organisée. Personne n'en doute. Mais cette force armée, ou mieux encore les multiples organisations armées des révolutionnaires feront œuvre révolutionnaire si elles servent à libérer le peuple et à empêcher tout gouvernement autoritaire de s'instaurer; elles seront au contraire un instrument de réaction et elles détruiront leur propre œuvre si elles veulent servir à imposer tel ou tel type d'organisation sociale et le programme particulier de tel ou tel parti.

Errico MALATESTA.